

ACCORD CADRE DE FOURNITURES COURANTES OU DE SERVICES



REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

RC n° 05/12022020

Personne Publique / Pouvoir Adjudicateur auteur du marché :

Ministère de la Justice

Direction de l'Administration Pénitentiaire (D. A. P)

Agence nationale du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle des personnes placées sous-main de Justice (A. T. I. G. I. P)

Régie Industrielle des Etablissements Pénitentiaires (R.I.E.P)
11, Rue Louisa Paulin
19015 TULLE

www.sep.justice.gouv.fr

Objet de la consultation :

Fourniture et livraison d'articles de visserie, boulonnerie, quincaillerie d'ameublement, serrures, destinés aux ateliers RIEP menuiserie et métallerie, réparties en 4 lots séparés.

Date et heure limites de remise des offres : **lundi 23 mars 2020 à 12 heures.**

Appel d'offres ouvert lancé en application des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le présent Règlement de Consultation comporte 12 pages numérotées de 1 à 12.



REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

SOMMAIRE

Article 1 : Objet de la consultation

Article 2 : Objet de la consultation

Article 3 : Divisions en tranches ou en lots

Article 4 : Conditions de la consultation

Article 5 : Délai de validité des offres

Article 6 : Remise des offres

Article 7 : Contenu des offres

Article 8 : Ouverture des plis - Examen des offres

Article 9 : Dématérialisation de la procédure

Article 10 : Renseignements complémentaires

Préambule – Présentation de la RIEP

La Régie Industrielle des Établissements Pénitentiaires (RIEP) est un service de l'État organisé sous la forme d'un compte spécial du Trésor (compte de commerce 909)

Il est géré par **Le Service de l'Emploi Pénitentiaire (SEP)** qui est un service de **l'Agence du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle** des personnes placées sous main de justice (**ATIGIP**), service à compétence nationale placé sous l'autorité du Garde des Sceaux et du Directeur de l'administration pénitentiaire (Décret 2018-1098 du 7 décembre 2018).

La RIEP assure la gestion technique, commerciale, administrative et financière d'ateliers de production implantés au sein d'établissements pénitentiaires.

Ce service bénéficie d'une large autonomie. Les modalités particulières de fonctionnement et d'organisation ont pour but de lui conférer une véritable dynamique d'entreprise adaptée aux marchés économiques. Il est doté des moyens structurels et fonctionnels permettant de développer le travail pénitentiaire.

Ce souci de développer l'emploi en prison répond à trois préoccupations essentielles :

- *Favoriser la réinsertion sociale et professionnelle de la personne détenue : respect des rythmes et des délais, atteindre un niveau de productivité et de qualité dans le travail exécuté, acquérir une réelle qualification professionnelle.*
- *Permettre la constitution d'une source de revenus au profit du détenu, des victimes, de la collectivité.*
- *Réguler la vie en détention : contribution au maintien de la santé et de l'équilibre psychologique des personnes détenues, prise en considération du respect de soi, des droits et devoirs.*

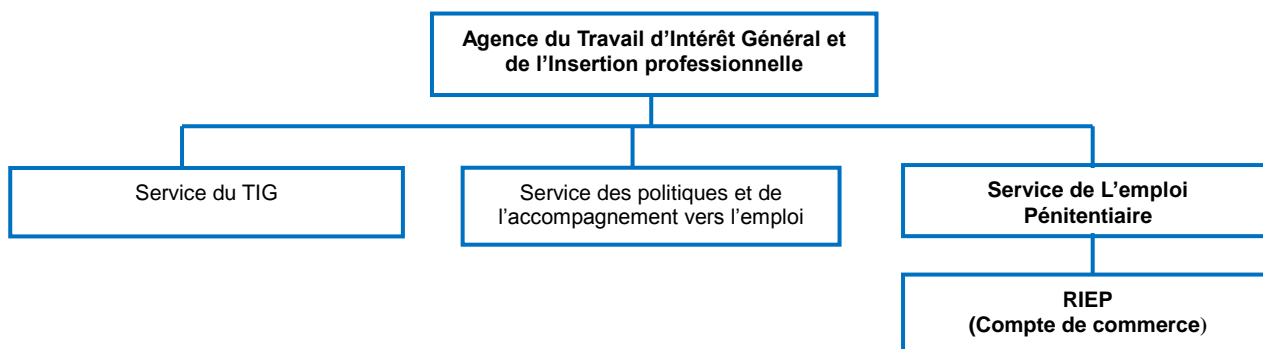
La RIEP représente :

Environ 50 ateliers implantés dans une vingtaine d'établissements pénitentiaires, dans divers secteurs d'activités : confection - menuiserie boissellerie - métallerie - mécanique générale - imprimerie - informatique - traitement du son et de l'image - travail à façon - reliure - cuir - exploitation agricole.

1 200 détenus employés, encadrés en atelier par 150 personnels de l'administration, et 50 personnels au siège de Tulle (19).

Un chiffre d'affaires annuel d'environ 25 M €.

Plus d'informations sur le site : www.sep.justice.gouv.fr



Article 1 - Objet de la consultation

Fourniture et livraison d'articles de quincaillerie d'ameublement destinés à être intégrés aux mobiliers manufacturés par les ateliers RIEP menuiserie et métallerie, réparties en 4 lots séparés :

- Lot 1 : Fourniture d'articles de visserie et boulonnerie bois, destinés aux ateliers RIEP menuiserie
- Lot 2 : Fourniture d'articles de visserie et boulonnerie métallerie, destinés aux ateliers RIEP métal
- Lot 3 : Fourniture d'articles de quincaillerie d'ameublement, destinés à être intégrés aux mobiliers manufacturés par les ateliers RIEP menuiserie et métallerie
- Lot 4 : Fourniture de serrures spécifiques destinés à être intégrés aux mobiliers manufacturés par les ateliers RIEP menuiserie et métallerie

Les articles les plus couramment achetés et leurs caractéristiques sont indiqués dans l'annexe à l'acte d'engagement « AE offre de prix » et à l'article 2 du présent CCP et en annexe II du présent CCP concernant les serrures spécifiques.

Tous les articles de visserie, boulonnerie, quincaillerie et serrures spécifiques, figurant au catalogue du titulaire sont également inclus au marché.

Le titulaire s'engage à livrer dans les mêmes conditions de prix tous les ateliers RIEP métallerie et menuiserie dont les adresses sont précisées en annexe I du CCP, ainsi que tout nouvel atelier qui pourrait se rattacher ultérieurement au marché.

L'accord cadre prend effet à compter de sa date de notification au titulaire.

Article 2 - Etendue de la consultation

2.1. Étendue de la procédure

Le présent appel d'offres est **ouvert** et soumis aux dispositions des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique et au Cahier des Clauses Administratives Générales - Marchés publics de Fournitures Courantes et de Service (CCAG – FCS), approuvé par arrêté du 19 janvier 2009.

2.2. Forme et durée du marché

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre mono attributaire avec émission de **bons de commande**, en application des dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique

Il ne comporte aucun minimum et maximum de commande.

Le marché est passé pour **une première période de un an** à compter de la date de notification.

Au-delà, il sera **renouvelable 2 fois par reconduction annuelle expresse**.

Le pouvoir adjudicateur auteur du marché peut se prononcer au plus tôt 3 mois avant la fin du marché pour la reconduction ou non de celui-ci. Si aucune décision n'a été prise au plus tard 1 mois avant la fin du marché le pouvoir adjudicateur est considéré comme ayant refusé sa reconduction.

Quelle que soit la décision prise par le pouvoir adjudicateur, le titulaire peut faire part à celui-ci, au moins trois mois avant la fin de la durée de validité du marché, de sa volonté de se dégager du contrat ; Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Article 3 - Division en tranches ou en lots

3.1. Dispositions générales

En application des articles R 2113-1 à R2113-3 du code de la commande publique, la consultation est divisée en 4 lots distincts :

- Lot 1 : Fourniture d'articles de visserie et boulonnerie bois, destinés aux ateliers RIEP menuiserie
- Lot 2 : Fourniture d'articles de visserie et boulonnerie métallerie, destinés aux ateliers RIEP métal
- Lot 3 : Fourniture d'articles de quincaillerie d'ameublement, destinés à être intégrés aux mobiliers manufacturés par les ateliers RIEP menuiserie et métallerie
- Lot 4 : Fourniture de serrures spécifiques destinés à être intégrés aux mobiliers manufacturés par les ateliers RIEP menuiserie et métallerie

Chaque candidat peut soumettre sa candidature pour un ou pour plusieurs lots.

Les spécifications techniques sont définies dans les annexes du CCP.

Le présent marché est passé pour le compte des ateliers dont les adresses sont annexées au CCP.

3.2. Dispositions particulières à l'Accord-cadre avec émission de bons de commande

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre avec émission de bons de commande **émis au fur et à mesure des besoins** de l'atelier.

Cet Accord-cadre est conclu sans montant minimum ni maximum exécuté par voie de **bons de commandes**. A titre indicatif, les consommations annuelles par lot (en montant HT) sont les suivantes :

- Lot 1 : Visserie bois : 30 000 €
- Lot 2 : Visserie métal : 40 000 €
- Lot 3 : Quincaillerie d'ameublement : 200 000 €
- Lot 4 : Serrurerie spécifiques : 30 000 €

Ces consommations ne constituent en rien un engagement de la part du SEP-RIEP. Elles sont conditionnées aux ventes de mobiliers manufacturés par la RIEP.

Les articles les plus couramment utilisés sont indiqués dans les annexes AE « offre de Prix ».

Article 4 - Conditions de la consultation

4.1. Forme juridique des groupements

L'accord cadre sera attribué soit à un opérateur économique individuel soit à des opérateurs économiques groupés dont le mandataire sera solidairement responsable en vertu des articles R2142-3, R2142-19 à R 2142-22 du code de la commande publique.

4.2. Variantes et options

Sans objet

4.3. Avance forfaitaire et acompte

Une avance peut être accordée au Titulaire selon les conditions et modalités définies aux articles R 2191-3 à R 2191-19 du code de la commande publique.

Une facture devra être établie par le titulaire pour toute demande d'avance.

Des acomptes peuvent être versés conformément aux articles R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique. Toute demande d'acompte devra faire l'objet d'une facture.

4.4. Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par l'administration contractante est le virement. Les références du ou des comptes à créditer sont indiquées à l'acte d'engagement et un RIB correspondant doit être joint.

4.5. Unité monétaire du marché

Les offres sont établies en **euro**.

4.6. Code CPV :

44531100-2 : Vis à bois
44531510-9 : boulons et vis.
43316400-2 : articles de quincaillerie
43316500-3 : serrurerie

4.7. délais

Pour tous les documents, tous les délais et décompte de jours sont comptés en jours calendaires.

Article 5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de **70 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions à l'article 6.2 du présent règlement.

Article 6 - Remise des offres

6.1. Contenu des offres

L'offre contient les justificatifs à produire quant aux qualités et capacités du candidat prévues à l'article R 2143-3 du Code de la commande publique ainsi que l'offre technique et financière du candidat (cf. article 7 du présent règlement de consultation).

6.2. Réception des offres

Conformément et en application des articles R 2132-7, R 2132-11 à R 2132-13 du code de la commande publique, compte tenu que dans le cadre de cette procédure la fourniture d'échantillons est obligatoire, la remise des offres sous format électronique n'est pas exigée et peut donc être réalisée sous format papier.

- **Offres " papiers "** : elles doivent être adressées par envoi recommandé avec demande d'avis de réception postale (ou envoi par tout moyen donnant une date certaine) ou être remises contre récépissé au service suivant :

R.I.E.P
Bureau Achat - Marchés
11, Rue Louisa Paulin - B.P. 534
19015 TULLE

Concernant les échantillons, les soumissionnaires doivent faire parvenir l'échantillonnage indiqué à l'article 7 du présent R.C.

Les échantillons sont à la charge du candidat et ne seront pas restitués.

La date limite de réception des échantillons (avec fiches techniques et/ou test labo) est fixée **au :**
Lundi 23 mars 2020 à 12 heures.

- **Offres " dématérialisées "** : elles sont déposées sur le site <http://www.marches-publics.gouv.fr> .
Échantillon à envoyer dans les conditions ci-dessus.

Les propositions doivent être remises avant le :

Lundi 23 mars 2020 à 12 heures.

(En cas de remise contre récépissé, les réceptions sont assurées : Du Lundi au Vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 16 h 00.)

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixés ci-dessus, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.

6.3. Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

Article 7 – Contenu des offres

Important : La remise de l'ensemble des documents énumérés ci-dessous est obligatoirement à respecter ; à défaut l'offre ne sera pas recevable.

Important : La remise de l'ensemble des documents énumérés ci-dessous est obligatoirement à respecter, à défaut l'offre ne sera pas recevable.

❶ Documents relatifs à la candidature

☐ Déclaration du Candidat : Imprimé DC1

Renseignée pour toutes les rubriques (A, B, C, D, E, F, G, H). Présentation de la société : nombre d'établissements, moyens techniques et humains, mesures relatives à la qualité, principales références sur des marchés publics ou privés similaire etc.

La rubrique F a valeur de déclaration sur l'honneur du candidat prévue à l'article R 2143-3 du code de la commande publique, attestant :

- qu'il satisfait aux obligations fiscales et sociales (attestations datées de moins de 6 mois);
- qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
- qu'il n'a pas fait l'objet d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour travail dissimulé, emploi d'étrangers sans titre, marchandage ou prêt de main d'œuvre illicite.

☐ La Déclaration du Candidat individuel : Imprimé DC2

Renseignée pour toutes les rubriques (A, B, C, D, E, F, G). Présentation de la société : nombre d'établissements, moyens techniques et humains, mesures relatives à la qualité, principales références sur des marchés publics ou privés similaire etc.

☐ Copie du ou des jugements

Si l'entreprise est en redressement judiciaire, copie des jugements prononçant cette décision.

❷ Documents relatifs à l'offre

☐ L'acte d'engagement : Imprimé ATTR1

Renseigné et signé ainsi que son ou ses annexe(s) AE « Offre de prix ». Les annexes techniques supplémentaires (fiche technique, dimension, norme, résistance, etc.)

☐ Le C.C.P. N° 05/12022020

Paraphé à toutes les pages (recto/verso) signé et tamponné en dernière page

☐ **Catalogue (s) :** fourniture d'un catalogue et son tarif net remis € HT (éléments techniques détaillés, visuel en couleurs, plans, dimensions)

❗ **(Important) :** Les fiches techniques et le catalogue remis par les candidats constituent un engagement contractuel.

☐ Échantillons

Les candidats doivent faire parvenir à l'adresse du siège à Tulle, les échantillons suivants ainsi qu'un exemplaire de leur catalogue général.

Désignation	Quantité
Lot 1	
VIS AGGLO TETE CYLINDRIQUE BOMBEE PZ FILETAGE COMPLET 4 x 20	30
VIS TETE FRAISEE FENTE CRUCIFORME PZ FILETAGE PARTIEL 4 x 13	30
VIS AGGLO TETE FRAISEE RENFORCEE EET FILETAGE PARTIEL 3,5 x 35	30
VIS TETE FRAISEE FENTE CRUCIFORME PZ FILETAGE COMPLET 4 x 20	30
VIS TETE FRAISEE FENTE CRUCIFORME PZ FILETAGE COMPLET 4 x 25	30

VIS TETE FRAISEE FENTE CRUCIFORME PZ FILETAGE COMPLET 4 x 13	30
VIS EURO TETE FRAISEE FENTE CRUCIFORME PZ FILETAGE COMPLET 6,2 x 13,5	30
VIS BOIS TETE FRAISEE BOMBEE type ASSY 3.0 FILETAGE PARTIEL ET SOUS TETE 6 x 45	30
VIS BOIS TETE CYLINDRIQUE BOMBEE type ASSY 3.0 FILETAGE COMPLET 6 x 45	30
VIS BOIS TETE CYLINDRIQUE BOMBEE type ASSY 3.0 A2 FILETAGE COMPLET 4 X 25/22	30
VIS AGGLO A2 TETE FRAISEE LI FILETAGE COMPLET 4,5 X 60 inox	30
VIS AGGLO A2 TETE FRAISEE LI FILETAGE COMPLET 4,5 X 35 inox	30
Lot 2	
ECROU AUTOCASSANT INVIOLEABLE A2 M6	30
VIS A TETE RONDE AVEC COLLET CARRE ET ECROU 6 x 80/18	40
INSERT TARAUDE PETITE TETE FRAISEE TIGE HEXAGONALE PARTIELLE OUVERT M8 x10,5x 16	30
VIS CREUSE DEBOUCHANTE ZINGUE BLANC 8 x 37	30
VIS A TOLE FRAISEE BOMBEE HEXABULAIRE ET TIGE FIXATION A2	40
VIS A TETE RONDE AVEC COLLET CARRE ET ECROU	30
VIS A TETE DEMI RONDE APLATIE ET 6 PANS MALE	30
RIVET AVEUGLE TETE PLATE 4 x 10	30
TIGE FILETEE FORME A M8 X 50	5
VIS HEXAGONALE A EMBASE CRANTEE M8 X 16	20
VIS CREUSE DEBOUCHANTE ZINGUE BLANC 8 X 37	20
VIS DE SECURITE A TETE DEMI RONDE SIX PANS CREUX ET BOUT PILOTE A2 TX40 inox M8x25	20
VIS A TETE DEMI RONDE APLATIE ET 6 PANS MALE M6 X 16	30
VIS INVIOLEABLE A2 T25 M5 X 40 Inox brut ISO 738-1	30
VIS A TOLE FRAISEE BOMBEE HEXABULAIRE ET TIGE FIXATION A2 4,2 x 19 DIN7981	30
VIS A TETE RONDE AVEC COLLET CARRE ET ECROU 6 x 30/18 DIN63	30
RONDELLE PLATE FORME L POUR VIS M6 18 x 1,2	30
Lot 3	
POIGNEE DE MEUBLE COUDEE EN ACIER Ø10 MM	2
VERIN TIGE FIXE AVEC HEXAGONE DE REGLAGE VISSAGE PRISE type POZIDRIVE - REGLAGE PAR TIGE	2
BATTEUSE AVEC CLAVIER POUR CASIERS ET ARMOIRES VESTIAIRES AVEC PORTES EN BOIS ≤22 mm	2
KIT EQUIPEMENT POUR TIROIRS AVEC 3 TIROIRS, UNITE DE HAUTEUR HE : 10	1
PASSAGE CABLES AVEC SEGMENT ROTATIF DANS COUVERCLE Ø de perçage 60 ou 80 mm	2
GOUJON D'ASSEMBLAGE S100, S100, STANDARD POUR Ø TROU DE PERÇAGE 5 mm avec filet spécifique - dimension de perçage B : 34 mm, brut, longueur du filet : 11 mm	10
VIS ASSEMBLAGE (VIS D'ANGLE) TETE FRAISEE SW4 POUR PERÇAGE Ø 5 mm 7 x 70 zingué	20
VIS D'ASSEMBLAGE (VIS d'ANGLE) TETE FRAISEE SW4 POUR PERÇAGE Ø 5 mm 7 x 50 galva	20
COULISSE A GALETS - CHARGE 100 KG - SORTIE PARTIELLE	2
CHARNIERE A CORPSi 110° POSE MEDIANE/JUMEE - AVEC OU SANS AMORTISSEUR - FIXATION CORPS : A VISSER - BRAS ARTICULE COUDE	2
CHARNIERE A BOITIER A MONTAGE RAPIDE AVEC AMORTISSEMENT INTEGRE POUR PORTES DE 15 à 24 MM - Boitier Ø 35 mm. COUDURE 16 MM - A VISSER - ENTRAXE DE FIXATION 52 mm.	2
BOITIER DE FERRURE D'ASSEMBLAGE SANS BORD DE RECOUVREMENT EP. BOIS à partir de 19 mm - FENTE CRUCIFORME PZ (dim voir annexe AE)	2
COULISSE AVEC ROULEMENT A BILLE, CHARGE 60 KG, SORTIE TOTALE	2

PASSAGE CABLES AVEC SEGMENT ROTATIF DANS COUVERCLE Ø 60 ou 80 mm aspect inox	2
PAUMELLE A SOUDER NŒUDS PLATS type MAROC ou équivalent	2
VERIN TIGE FIXE AVEC HEXAGONE DE REGLAGE (REGLAGE PAR TIGE)	2
EMBOUT A INSERER RECTANGULAIRE A AILETTES (OUVRANT EN 2 PARTIES) AVEC ECROU INCORPORE 50 X 30 - 2	20
ROULETTE DOUBLE POUR MEUBLE, Ø ROUE 40 mm, SURFACE DE ROULEMENT DUR, ORIENTABLE AVEC BLOCAGE	2
SERRURE BATTEUSE CAME COUDEE NICKLEE A VISSER 17 MM	2
Lot 4	
Serrure à monnayeur	1
Serrure cadénassable	1
Serrure à casier détenu	1
Serrure batteuse à came longue	1
Serrure batteuse à came courte	1
Serrure poignée encastrable	1
Serrure à combinaison digitale	1

Les échantillons doivent être identifiés par une étiquette au nom du candidat et éventuellement accompagnés d'une fiche technique correspondant aux caractéristiques techniques de l'échantillon fourni.

Les offres remises sans échantillon, sans fiche technique ou sans catalogue ne seront pas retenues

Les échantillons et catalogues doivent parvenir au plus tard **avant le : lundi 23 mars 2020 à 12h00** à l'adresse suivante :

RIEP
Service achats et marchés publics
11 rue Louisa PAULIN - BP 534
19 015 TULLE Cedex

La fourniture des échantillons est à la charge du candidat et ne donnera pas lieu à indemnisation. Les échantillons ne seront pas restitués.

☐ **Un mémoire technique indiquant :** les modalités de gestion de commande, suivi technique, commercial, administratif / les services fournis (conseil, assistance technique, etc.) Etc...

☐ **Autres**

Les candidats peuvent joindre au contenu de leurs propositions toutes documentations techniques et commerciales qu'ils jugeraient utiles pour étayer leur proposition (plaquettes, catalogue, données techniques, normes etc.)

Article 8 - Ouverture des plis - Examen des offres

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions prévues au code de la commande publique et selon les modalités définies ci-après :

8.1. Analyse des offres

Le Pouvoir Adjudicateur procède à l'ouverture des plis arrivés à destination à la date mentionnée à l'article 6 du présent règlement de consultation et en enregistre le contenu.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles R 2152-1 à R 2152-2 du code de la commande publique sont éliminées ou modifiées conformément à cet article.

De même, les offres anormalement basses sont jugées conformément aux articles R 2152-3 à R 2152-5 du code de la commande publique.

Le Pouvoir Adjudicateur procède à l'analyse des offres et des échantillons remis par les candidats. Le cas échéant, l'analyse des échantillons remis sera réalisée en laboratoire.

8.2. Attribution du marché

Le jugement et le classement des offres des candidats seront effectués dans les conditions prévues aux articles R 2152-6 à R 2152-8 du code de la commande publique au moyen des critères suivants classés par ordre décroissant d'importance :

Critères d'attribution :

1 Valeur technique de l'offre – noté sur 45 points

Qualité : jugée à partir des échantillons et des fiches techniques / Tous les éléments du mémoire technique (Gestion des commandes /Services rendus (conseil, assistance technique, etc ...)) : **(28 pts)**

Compatibilité : avec les gammes de mobilier fabriquées par la RIEP – **(9 points)**

Complément d'information au DCE voir catalogue mobiliers RIEP : www.sep-justice.gouv.fr

Exhaustivité : selon catalogue remis par le candidat : **(8 points)**,
Gammes de produits, références disponibles sur stock, etc...

2 Prix des fournitures – noté sur 40 points

3 Délai de livraison – noté sur 8 points

4 Moyens mis en œuvre en matière d'éco-responsabilité – noté sur 5 points

5 Qualité de l'offre – noté sur 2 points

Présentation, adéquation, concision, véracité ..., de l'ensemble des documents de l'offre

Conditions d'attribution

Le candidat retenu devra fournir dans un délai de **10 jours**, les certificats visés aux articles R 2143-6 à R 2143-10 de la commande publique.

Concernant sa situation fiscale, le candidat doit justifier : (selon la forme de l'entreprise)

- ➔ Si l'entreprise est soumise à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA : qu'il a effectué ses déclarations et payé l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés et la TVA. Il peut obtenir ce certificat directement en ligne *via* son compte fiscal (espace abonné professionnel),
- ➔ Pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels : auprès du service des impôts via le formulaire n° 3666.

Pour justifier qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations, le candidat doit obtenir le certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, « attestation de vigilance », auprès de l'URSSAF, la CGSS, la MSA ou les caisses du RSI (pour les cotisations d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité vieillesse). En ce qui concerne les cotisations de congés payés et de chômage intempéries, il doit, le cas échéant, obtenir auprès des caisses concernées un certificat attestant du versement régulier des cotisations légales. (Document datant de moins de six mois et à fournir tous les 6 mois pendant toute la durée du marché).

Concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés, l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (AGEFIPH) délivre un certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur.

Un extrait de casier judiciaire pour prouver qu'il n'est pas soumis aux interdictions de soumissionner mentionné à l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

Pour les candidats établis dans un état autre que la France : ils doivent produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur. Dans cette hypothèse, le marché peut être attribué au candidat suivant à la condition que son offre soit conforme aux besoins techniques et aux contraintes financières. Il sera alors demandé à ce candidat de produire ces certificats.

Article 9 – Dématérialisation de la procédure

Dans le cadre de ce marché tout ce qui concerne la dématérialisation de la procédure est déposée sur le site: <https://www.marches-publics.gouv.fr> (Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats).

Pour toute communication (questions/réponses, modification du DCE, etc.), la RIEP utilise l'adresse e-mail indiqué dans la plateforme par les opérateurs économiques. Les réponses sont transmises via la plateforme. Accepter ces mails et vérifier qu'ils n'arrivent pas dans les courriers indésirables.

9.1. Retrait du DCE

Dès le lancement d'une consultation, les opérateurs économiques peuvent télécharger gratuitement le dossier de consultation des entreprises (DCE) sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour accéder à ces documents, ils doivent donc disposer des outils/logiciels permettant de lire ces formats informatiques.

9.2. Questions relatives à la consultation

La plateforme « PLACE » <https://www.marches-publics.gouv.fr> permet de transmettre à la RIEP toute demande concernant une consultation en cours.

Une fois la question réceptionnée, **une réponse sera adressée, à toutes les entreprises identifiées ayant retiré-téléchargé le dossier** avant la date limite de réception des offres, dans les conditions définies par le règlement de la consultation.

9.3. Dépôt de réponse électronique

Procédure obligatoire pour toutes les procédures publiées à compter du 01 octobre 2018

Les Candidats doivent constituer leur dossier de candidature et d'offre au format électronique puis le déposer sur la plateforme « PLACE ». <https://www.marches-publics.gouv.fr>

IMPORTANT : Seule la date de réception de l'offre par la plateforme est prise en compte, et en aucun cas la date d'envoi par le candidat. Les candidats doivent prendre leurs dispositions de manière à ce que la réponse électronique soit déposée **avant la date limite de remise des offres figurant au règlement de la consultation**. La durée de téléchargement /réception par la plateforme est fonction du débit d'accès à internet et de la taille des fichiers transmis.

Format des fichiers transmis : L'ensemble des documents à remettre à l'appui de l'offre devront être convertis au format PDF, seul format de nature à supporter la signature électronique. Ainsi un BPU au format : « .xlsx », « .ods » etc dans le DCE devra, une fois complété, être converti au format « .pdf » avant envoi et éventuelle signature électroniques.

La taille maximum d'un fichier ne devra pas dépasser 50 Mo. Par conséquent envisager si besoin la diminution de la taille des fichiers tout en garantissant la lisibilité.

9.4. Dépôt des offres

- Si plusieurs offres sont successivement transmises par le candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres :
- En cas d'oubli d'un document, effectuer un nouveau dépôt en joignant l'ensemble des pièces de l'offre.
- Les offres « électroniques », peuvent mais n'ont pas obligatoirement à être signées lors de leur dépôt sur la plateforme. En effet, seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra, le cas échéant, signer de façon électronique ou manuscrite (échange papier de l'acte d'engagement).
- La signature électronique n'est pas visible sur le document : elle se différencie de la signature écrite par le fait qu'elle n'est pas visuelle. Elle s'applique à un fichier elle sera lié à ce fichier et à la personne qui a fait l'acte de signer.
- **Une signature manuscrite numérisée/scannée n'a qu'une valeur de copie**, rien à voir avec la signature électronique qui équivaut juridiquement à une signature manuscrite.
- Chaque fichier de l'offre doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres. Ainsi, un dossier ZIP signé n'est pas accepté comme valant la signature de chaque document qui le constitue.
- *(Aide et assistance lors du dépôt des réponses : rubrique « Aide », de la plateforme « PLACE »)*

9.5. Utilisation d'un certificat de signature électronique

En cas d'utilisation de la signature électronique au moment du dépôt de l'offre. L'acte d'engagement du marché doit être signé électroniquement par une personne de l'entreprise ayant le droit d'engagement. Dans ce cadre, à l'aide d'un certificat accepté par la réglementation en vigueur et par la plateforme. Les candidats doivent **avoir fait au préalable l'acquisition d'un certificat de signature électronique**.

Attention : seuls les certificats conformes au RGS (référentiel général de sécurité) d'un niveau de sécurité minimum 2** (« deux étoiles ») ou à des conditions de sécurité équivalentes, doivent être utilisés.

Le certificat de signature est émis par une **autorité de certification** mentionnée dans les sites suivants :

- RGS : https://www.lsti-certification.fr/images/liste_entreprise/Liste%20PSCe
- Commission européenne : http://ec.europa.eu/newsroom/dae/document.cfm?doc_id=16227

L'obtention d'un certificat électronique est payant et peut prendre jusqu'à 3 semaines selon l'autorité de certification. Ce certificat a une durée de validité de 2 ou 3 ans.

Les opérateurs économique peuvent de se faire assister dans leur démarche de signature électronique par leur Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) locale.

9.6. Signature électronique

Pour les remises d'offre signées électroniquement, les documents du marché listés au présent RC, transmis par voie électronique, sont signés électroniquement selon les modalités détaillées ci-dessous.

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :-le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.).

La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;

-le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

9.7. Copie de sauvegarde

C'est une copie de la réponse électronique destinée à se substituer, en cas d'anomalies, (comme énoncées à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009), aux dossiers des candidatures et des offres transmis par voie électronique.

La copie de sauvegarde ne peut être prise en considération uniquement dans le cas où la transmission de la réponse électronique initiale ait commencé avant la fin de la consultation.

Parallèlement à l'envoi électronique, cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt. Le pli, fermé, doit mentionner : « copie de sauvegarde », le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle peut être sur support clé USB ou CD-Rom. Les formats sont PDF.

Le délai de réception imparti pour la copie de sauvegarde est le même que celui porté dans le présent Règlement de la consultation.

Elle ne sera ouverte que dans les cas où la version transmise par la voie électronique ne pourrait pas être utilisée.

La copie peut constituer une précaution, notamment si un virus est trouvé à l'ouverture du pli, (la copie de sauvegarde peut être utilisée, à défaut, l'offre n'est pas recevable, pour les « bugs » liés aux premières expériences de dématérialisation, pour les entreprises situées en zone blanche où les temps de téléchargement peuvent être délicat. (L'arrivée de l'offre complète après l'heure de clôture, même pour une minute, la rend irrecevable.)

9.8. Attribution du marché

L'entreprise doit obligatoirement, sous peine de rejet de son offre pour non-conformité, indiquer sur la page de garde de l'acte d'engagement son adresse mail de contact privilégiée.

L'attributaire reçoit, par courrier via la plateforme de dématérialisation, un mail l'informant qu'il est l'attributaire du marché et qu'il doit signer de façon manuscrite ou électroniquement (certificat RGS**) l'acte d'engagement et les documents de la consultation et le retourner à la RIEP. (Signature papier ou signature électronique : voir ci-dessus)

9.9. Information des entreprises non retenues

L'entreprise non retenue reçoit, par voie postale ou via la plateforme de dématérialisation, une information relative au rejet de son offre par le pouvoir adjudicateur.

Article 10 - Renseignements complémentaires

La RIEP se réserve le droit d'apporter au plus tard dix jours avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, et le cas échéant de reporter la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans réclamation à ce sujet.

Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du Service Achats et Marchés Publics aux coordonnées suivantes : ☎ 05 55 29 99 22/26/45 📠 05 55 29 99 49

En cas de litige, seule la loi française est applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents pour l'introduction des différents recours.